

# Revista de prensa Febrero de 2020

La actualidad hispánica de finales de 2019 a febrero de 2020

LAURE BENITO 31 DÉCEMBRE 2019 09H51

## España 2020: el primer gobierno de coalición de la democracia

### VÍDEO: Presentación del pacto de gobierno, por Pablo Iglesias y Pedro Sánchez (el país, 31/12/19)

Escuchad el vídeo y haced:

- 1) la **transcripción escrita exacta** y traducción del discurso de Iglesias.
- 2) la **transcripción escrita exacta** y traducción del discurso de Sánchez.

#### Las doce principales medidas del pacto PSOE-Unidas Podemos

El PSOE y Unidas Podemos han acordado en su programa de gobierno derogar los aspectos más lesivos de la reforma laboral, garantizar la revalorización de las pensiones conforme al IPC y subir el salario mínimo hasta el 60% del salario medio en España, así como una subida de impuestos a las rentas más altas.

EL PAÍS



### Traducción inversa gramatical

Tras leer el artículo de aquí arriba (Las doce principales medidas del pacto PSOE-Unidas Podemos, elpais.es, 31/12/2019), **traduce al español las 10 frases siguientes, sin ayuda y sin mirar el artículo.**

1. Le PSOE et Unidas Podemos ont convenu qu'il faut abroger les aspects les plus préjudiciables de la réforme du marché du travail qui avait été approuvée sous le PP de Rajoy.
2. Non seulement les retraites seront revalorisées, mais aussi le salaire minimum sera augmenté jusqu'à atteindre 60% du salaire moyen espagnol.
3. C'est pour plus de justice sociale que des mesures phares comme l'augmentation des impôts sur les revenus des plus riches font partie du pacte.
4. Le gouvernement de coalition sera plus progressiste encore que ce qu'on pouvait prévoir.

5. L'Espagne n'a pas encore su réagir face au défi du changement climatique, et le nouveau gouvernement entend bien faire de l'Espagne un pays modèle dans la transition énergétique.

6. Ce n'est qu'à travers le dialogue et la voie politique que la coalition au pouvoir résoudra le conflit catalan.

7. Pour que la religion et l'Eglise retrouve une place plus conforme à un pays laïque, la matière « religion », dont les professeurs sont payés par l'État mais désignés par l'Eglise, cessera de compter dans les moyennes qui servent à l'entrée à l'université.

8. Il y avait trop d'abus avec cette matière : les élèves choisissaient « religion » car il était facile d'obtenir de bonnes notes.

9. Mesdames, vous serez surprises de l'engagement féministe de ce gouvernement : quand vous travaillerez, votre salaire devra être égal à celui des hommes, même les congés de maternité et paternité seront identiques.

10. Le pacte prévoit des mesures phares dont une concerne le logement : construire plus de logements, les réhabiliter, baisser les loyers, voilà une priorité.

### Las primeras medidas de la coalición PSOE-Podemos.

*fragmentos de le monde, 31/01/2020*

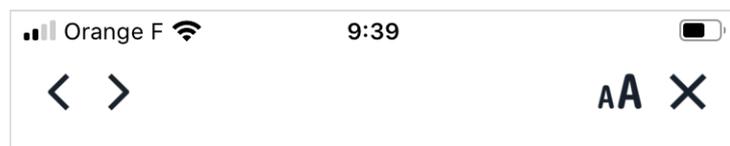
Patronat et syndicats ont paraphé, jeudi 30 janvier, la première grande mesure sociale du nouveau gouvernement de gauche au pouvoir en Espagne. Après une hausse record de 22,3 % en 2019, la coalition formée par le PSOE (socialiste) et Podemos (gauche radicale) augmentera le salaire minimal (SMI) de 5,5 % en 2020, pour atteindre les 950 euros mensuels (sur quatorze mois, soit 13 300 euros brut annuels). Dès le 31 janvier, la ministre du travail (issue de Podemos), Yolanda Diaz, devait ouvrir les négociations pour revoir « les aspects les plus préjudiciables » de la dernière réforme du travail. Celle-ci avait été adoptée en 2012, en pleine crise, par l'ancien gouvernement conservateur du Parti populaire (PP, droite) de Mariano Rajoy, pour « flexibiliser l'emploi ». Elle est considérée par les patrons et la droite comme l'une des principaux catalyseurs de la reprise. « Grâce à elle, l'Espagne parvient à créer des emplois avec une croissance inférieure à 2 % du PIB, ce qui est nouveau... », a estimé M. Garamendi,

demandant de « ne pas faire de folie ». A l'inverse, elle est perçue par les syndicats et la gauche comme source de précarité. L'exécutif, qui envisageait son abrogation pure et simple, entend revenir sur les points controversés, afin de supprimer la prééminence des accords d'entreprise sur les conventions collectives de branche, de limiter la sous-traitance ou les modifications unilatérales des contrats de travail par les entreprises, ou encore d'interdire les licenciements pour absentéisme répété pour raison médicale.

« La réforme du travail a contribué à la précarisation des emplois et à des baisses de salaire. Elle avait été présentée comme une mesure exceptionnelle durant la crise, et n'a plus de raison d'être », juge Anna Ginès, directrice de l'Institut des études du travail de l'Esade, à Barcelone. L'accroissement du SMI est la troisième mesure sociale prise depuis la formation du gouvernement, le 13 janvier, après l'indexation des pensions des 9 millions de retraités sur l'inflation (0,8 % en 2019), et l'augmentation de 2 % du salaire des 2,5 millions de fonctionnaires.

## Espagne: le délicat équilibre de Pedro Sánchez

le monde, Isabelle Piquer, 09/01/2020



Le chef du Parti socialiste espagnol, Pedro Sanchez, après le vote de son investiture, le 7 janvier, à Madrid. PIERRE-PHILIPPE MARCOU/AFP

Isabelle Piquer

### Le chef de file socialiste a été réinvesti à la tête du gouvernement, mais devra négocier chacune de ses réformes

MADRID - *correspondance*

**I**l lui aura fallu deux élections, s'allier avec son ancien adversaire, et pactiser avec une formation qui continue de

Orange F 9:39



**I**l lui aura fallu deux élections, s'allier avec son ancien adversaire, et pactiser avec une formation qui continue de revendiquer la sécession de la Catalogne, mais Pedro Sanchez y est arrivé. Mardi 7 janvier, le premier ministre socialiste a été reconduit de justesse à la tête d'un gouvernement de coalition avec la gauche radicale de Podemos. L'investiture s'est jouée à deux voix (167 oui, 165 non, 18 abstentions). Le débat, très dur, a opposé M. Sanchez à une droite qui ne lui pardonne pas d'avoir entamé un dialogue avec les indépendantistes catalans.

Pablo Casado, chef du Parti populaire (PP, conservateur), a de nouveau accusé le premier ministre socialiste d'être l'« *homme de paille du nationalisme* » et « *le cheval de Troie des forces qui veulent détruite l'Espagne* ». Santiago Abascal, chef de file de la formation d'extrême droite Vox, a parlé de « *putschisme institutionnel* ».

### Loi sur l'euthanasie

Le chef du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) devrait annoncer la composition de



Le chef du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) devrait annoncer la composition de son gouvernement la semaine prochaine. Celui-ci comptera trois vice-premiers ministres : Carmen Calvo, l'actuelle numéro deux, Nadia Calviño, la ministre de l'économie, et surtout, Pablo Iglesias, le leader de Podemos qui s'occupera des dossiers sociaux et de la transition écologique. Pablo Iglesias a versé une larme. « *Je suis très sentimental, je pleure facilement*, a expliqué plus tard, à une chaîne de télévision espagnole, le leader de la gauche radicale. *Je me suis souvenu des moments durs.* »

Avec seulement 155 députés, la nouvelle coalition devra négocier d'arrache-pied avec d'autres forces le vote de toutes ses lois, en premier lieu celle des finances, son premier grand défi. Elle a aussi promis d'abroger partiellement la réforme du marché du travail des conservateurs de 2012, accusée d'avoir fait grimper en flèche la précarité.

Le salaire minimum sera progressivement rehaussé pour atteindre à la fin de la législature 60 % du salaire moyen. Les



Le salaire minimum sera progressivement rehaussé pour atteindre à la fin de la législature 60 % du salaire moyen. Les retraites seront de nouveau indexées sur l'inflation, ce qui n'était plus le cas depuis 2014. L'impôt sur les revenus augmentera pour les contribuables les plus riches, gagnant plus de 130 000 euros par an.

Pedro Sanchez a également prévu d'abroger la loi de « sécurité citoyenne » de 2015, connue comme la « loi bâillon », qui interdit de nombreuses formes de mouvements sociaux ; faire passer une loi sur l'euthanasie « *qui reconnaisse le droit à un mort digne* » et promouvoir des mesures accrues contre les féminicides.

Malgré sa fragilité, le nouveau gouvernement espère mettre fin à la période d'instabilité politique que traverse l'Espagne depuis 2015. La dernière investiture réussie s'est tenue il y a trois ans, fin octobre 2016. Le conservateur Mariano Rajoy avait dû, lui aussi, convoquer deux élections (en décembre 2015 et juin 2016) pour sortir du blocage provoqué par l'apparition de deux nouvelles formations,



Malgré sa fragilité, le nouveau gouvernement espère mettre fin à la période d'instabilité politique que traverse l'Espagne depuis 2015. La dernière investiture réussie s'est tenue il y a trois ans, fin octobre 2016. Le conservateur Mariano Rajoy avait dû, lui aussi, convoquer deux élections (en décembre 2015 et juin 2016) pour sortir du blocage provoqué par l'apparition de deux nouvelles formations, Podemos et le parti de centre droit Ciudadanos, qui avait fait éclater les grandes majorités du bipartisme.

M. Rajoy avait finalement été investi, grâce à l'abstention du PSOE qui, quelques semaines auparavant, avait limogé manu militari son secrétaire général, un certain Pedro Sanchez, pour avoir refusé de cautionner un gouvernement du PP.

Le nouvel exécutif pourrait se révéler plus stable qu'il en a l'air. « *Quatre ans !* », s'est exclamée, face aux journalistes, la socialiste Carmen Calvo, tout sourire, en sortant du Parlement. « *La grande différence entre la minorité de Mariano Rajoy et celle de Pedro Sanchez, c'est qu'il n'existe pas d'alternative* ».



Le nouvel exécutif pourrait se révéler plus stable qu'il en a l'air. « *Quatre ans !* », s'est exclamée, face aux journalistes, la socialiste Carmen Calvo, tout sourire, en sortant du Parlement. « *La grande différence entre la minorité de Mariano Rajoy et celle de Pedro Sanchez, c'est qu'il n'existe pas d'alternative* », explique José Luis Ayllon, analyste de l'agence de communication politique Llorete & Cuenca.

En effet, les libéraux de Ciudadanos, les conservateurs du Parti populaire et l'extrême droite de Vox, les « *trois droites* », comme aiment à les appeler les socialistes, n'ont pas assez de voix (150) pour faire tomber l'exécutif. « *Pedro Sanchez ne pourra peut-être pas mettre en place toutes ses réformes si ses alliés l'abandonnent, mais paradoxalement, il pourra rester au pouvoir* », ajoute M. Ayllon.

« *M. Sanchez n'a pas d'élections à l'horizon, ce qui lui donne une certaine marge de manœuvre* », explique Astrid Barrio, professeure de sciences politiques à l'université de Valence. Les scrutins



« *M. Sanchez n'a pas d'élections à l'horizon, ce qui lui donne une certaine marge de manœuvre* », explique Astrid Barrio, professeure de sciences politiques à l'université de Valence. Les scrutins municipaux et la plupart des régionaux se sont tenus le 26 mai 2019. Ils ont donné une avance confortable au PSOE. Selon M. Ayllon, les prochains rendez-vous électoraux, en Galice et au Pays basque, cette année, « *n'auront pas d'incidence au niveau national, car le PSOE n'est pas au pouvoir* » dans ces régions.

La Catalogne pourrait tout faire dérailler mais, là encore, les dynamiques sont assez complexes. L'accord conclu entre le PSOE et la Gauche républicaine de Catalogne (ERC) en échange de l'abstention de ses 13 députés, prévoit la mise en place d'un processus de négociation entre le gouvernement de Madrid et celui de Barcelone. Clause particulièrement polémique : le résultat devra être « *validé démocratiquement* » par les Catalans lors d'un vote.

### **La chute de Quim Torra**



### **La chute de Quim Torra**

En dépit de son pacte avec les socialistes, ERC reste une formation séparatiste et le revendique. « *Personnellement, je me fous de la gouvernance de l'Espagne* », a lancé, mardi, lors du débat, sa députée, Montserrat Bassa, sœur de l'une des responsables indépendantistes condamnés en octobre à de lourdes peines de prison après la tentative de sécession de 2017. « *Nous nous abstenons avec beaucoup de scepticisme* », a-t-elle ajouté en accusant les socialistes d'être des « *bourreaux de la répression* ».

Mais « *ERC ne pourra pas s'opposer systématiquement à toutes les mesures de Sanchez, en particulier en matière sociale* » pour faire pression sur le nouvel exécutif, estime Astrid Barrio, car la formation indépendantiste « *a aussi besoin d'un gouvernement stable à Madrid* ».

D'après l'accord, les négociations doivent commencer « *quinze jours après la formation du gouvernement* ». Junts per Catalunya (Ensemble pour la Catalogne), le parti



ESTRATEGIA POLITICA, CON LA FORMACION  
indépendantiste « *a aussi besoin d'un  
gouvernement stable à Madrid* ».

D'après l'accord, les négociations doivent commencer « *quinze jours après la formation du gouvernement* ». Junts per Catalunya (Ensemble pour la Catalogne), le parti séparatiste qui partage le pouvoir à Barcelone avec ERC y est hostile. Mais le président catalan, Quim Torra, a été officiellement déchu de ses fonctions de député régional par la commission électorale pour avoir refusé de retirer des emblèmes indépendantistes du siège de son gouvernement. Le responsable indépendantiste a annoncé qu'il n'avait pas l'intention d'abandonner son poste, mais sa situation ne tient qu'à un fil.

Ce dernier épisode de la saga judiciaire catalane et les tensions de plus en plus grandes entre les deux formations sécessionnistes pourraient entraîner la tenue d'élections anticipées en Catalogne, ce qui risquerait de remettre en cause le début de dialogue avec Madrid.

## Correcciones de los trabajos facultativos sobre España

### Transcripciones y traducciones de los discursos de Sánchez e Iglesias presentando su pacto de gobierno.

Gracias al excelente trabajo de Paul Gambarotto, 2ECS1, Maxime BRACHET, MPSI1, Jérôme FARGES, MPSI2.

Transcripción escrita del discurso de Pablo Iglesias

El programa que presentamos hoy combina la experiencia del partido socialista con la frescura de Unidas Podemos para afrontar una etapa que va a ser histórica en nuestro país. Hablamos del que **está llamado a ser el primer gobierno** de coalición desde la recuperación de la democracia y creo que el objetivo de ese gobierno tiene que ser convertir nuestra patria en un referente en Europa y en el mundo de políticas de justicia social, de **políticas que combatan** en serio el cambio climático y de políticas feministas. Creo que se tiene que empezar a hablar de España en el mundo **por ser un referente** de modernidad en este sentido, **un referente que ofrezca** seguridad a **los sectores sociales más vulnerables** como **mejor vacuna** frente al crecimiento de la extrema derecha en Europa que es probablemente la mayor

Traducción del discurso de Pablo Iglesias

Le programme que nous présentons aujourd'hui allie l'expérience du parti socialiste et la fraîcheur de Unidas Podemos pour affronter une étape qui va être historique pour notre pays. Nous parlons ici de ce qui est voué à être le premier gouvernement de coalition depuis la récupération de la démocratie, et je crois que l'objectif d'un tel gouvernement doit être la transformation de notre patrie en une référence pour L'Europe et le monde en termes de politiques de justice sociale, de politiques qui prennent à bras le corps le changement climatique, et en termes de politiques féministes. Je crois que l'on doit commencer à parler de l'Espagne dans le monde comme d'un modèle de modernité, un modèle qui offre de la sécurité aux couches de la société les plus vulnérables, ceci étant le vaccin le plus efficace face à la

### Transcrip y Trad Pacto de gobierno PSOE Unidas Podemos Document PDF

PADLET DRIVE

España 2020: el primer gobierno de coalición de la Democracia

#### Traducción inversa gramatical

Con base al artículo « Las doce principales medidas del pacto PSOE-Unidas Podemos », elpais.es, 31/12/2019.

1. Le PSOE et Unidas Podemos ont convenu qu'il faut abroger les aspects les plus préjudiciables de la réforme du marché du travail qui avait été approuvée sous le PP de Rajoy.

El PSOE y Unidas Podemos han acordado que hay que eliminar **los aspectos más lesivos** de la **reforma laboral** que había sido aprobada **bajo** el PP de Rajoy.

2. Non seulement les retraites seront revalorisées, mais aussi le salaire minimum sera augmenté jusqu'à atteindre 60% du salaire moyen espagnol.

**NO SOLO** las pensiones jubilatorias serán revalorizadas, **SINO QUE** también el salario mínimo **será** subido hasta alcanzar **el 60%** del salario medio español.

3. C'est pour plus de justice sociale que des mesures phares comme l'augmentation des impôts sur les revenus des plus riches font partie du pacte.

**ES** para más justicia social **POR LO QUE** medidas estrellas como **el aumento** de los **impuestos sobre las rentas** de los más ricos forman parte del pacto.

### Thème Grammatical Pacto de gobierno PSOE Podemos dic20 Jérôme FARGES

Document PDF

PADLET DRIVE

## Venezuela 2019: otro año convulso

### Juan Guaidó, presidente interino de Venezuela, en su despacho de Caracas (el país, diciembre de 2019)



## Entrevista a Juan Guaidó por Javier Lafuente, El País, 16/12/2019, Caracas

Hace un año, por estas fechas, Juan Guaidó (La Guaira, 36 años) era prácticamente un político **desconocido** (*inconnu*) incluso en Venezuela. Sabía, **no obstante** (*cependant*), que el 5 de enero sería elegido presidente de la Asamblea Nacional y aquello **desencadenaría** (*déclencher*) una ola de acontecimientos que **pondrían** durante meses **en jaque** (*poner en jaque: mettre en échec*) al Gobierno de Nicolás Maduro. El dirigente de Voluntad Popular, el partido fundado por Leopoldo López, se proclamó el 23 de enero **presidente interino** (*président par intérim*) de Venezuela y como tal ha sido reconocido por más de 60 países, entre ellos España. **Pese a que** (*bien que*) no se ha cumplido nada del mantra (*le mantra, le refrain*) que repitió hasta la saciedad —cese de la usurpación, Gobierno de transición, elecciones libres— Guaidó se muestra optimista durante la entrevista con EL PAÍS, más de una hora de **charla** (*conversation*) en su despacho del edificio que ha convertido en **una suerte de sede presidencial** (*une sorte de siège de la présidence*). Ha dedicado toda la mañana —y todo diciembre, explica— a reunirse con distintos sectores para tratar de **ampliar sus apoyos** (*élargir ses soutiens*). Cuando termina la conversación, **se despide** (*prendre congé*) con una sonrisa y advierte: “Ya verá, va a ser otro año bien interesante, muy **movido** (*actif, dynamique*)”.

**Pregunta.** ¿Me puede definir este 2019 en una palabra?

**Respuesta.** Lucha, insurgencia podríamos decir. Veníamos de un 2018 inexistente e surgió un movimiento que pone en jaque en repetidas ocasiones a una dictadura.

**P.** Mucha gente siente que también ha sido un fracaso.

**R.** Frustración no es lo mismo que resignación.

**P.** Digo fracaso, no frustración.

**R.** Bueno, pero es que ¿cuál es la medida? ¿cuál es la variable? Si es que Maduro (presidente de Venezuela desde 2013, reelegido fraudulentamente en 2018) está en Miraflores (*palacio presidencial de Venezuela*), es una variable absurda para entrar a analizar 2019. Si esa es la variable, no solamente sería injusto para mí, sino para la sociedad venezolana, que ha resistido **los embates** (*attaques*), que mantuvo una movilización, una visibilización de la crisis, que tuvo una ratificación con el

informe de la delegación de derechos humanos de Michelle Bachelet.

**P.** Usted siempre ha repetido que el camino era el cese de la usurpación, un Gobierno de transición y elecciones libres. Ese cese de la usurpación no **se ha dado** (*darse: avoir lieu*).

**R.** Pero todo el mundo dice que hay una usurpación en Venezuela. [Maduro] Ejerce su función como dictador, no como presidente electo. Hay terror, hay violaciones de derechos humanos, ecocidio a través del uso y abuso de los recursos del Estado. En 2018 no había expectativas, la palabra no era insurrección, era ilusión. Todo el mundo decía: “**Ojalá...** (*pourvu que/ si seulement*)”.

**P.** Pero esa ilusión, ese ojalá, aún se mantiene.

**R.** No, es distinto. **Ahora es cuándo o cómo** (*maintenant il s'agit de quand et comment*). La diferencia **pareciera sutil** (*pourrait sembler subtile*), pero es muy distinto. El cuándo implica qué estoy buscando y el cómo, que estoy buscando las herramientas para lograrlo.

**P.** ¿Qué puede hacer después de un año de muchas promesas y pocos resultados?

**R.** De nuevo, si medimos el resultado en que Maduro está en la silla de Miraflores ejerciendo como dictador, es injusto. La esperanza del cambio se mantiene. Hoy ya es mi quinto día de reuniones con sectores empresariales, magisteriales, enfermeras, estudiantes universitarios. Es decir, no solo vamos a articular el sector político, vamos a articular todo el país, hace un año no teníamos esa oportunidad. Maduro está en Miraflores y yo estoy libre a pesar de que soy una cantidad de cosas inmencionables. Si la variable es que Maduro sigue en Miraflores, ni discutamos, no hay ni siquiera debate.

**P.** ¿En qué se ha equivocado?

**R.** Probablemente subestimamos la capacidad de hacer daño de la dictadura. Creo que faltó el factor Fuerzas Armadas. No ha sido suficiente para lograr vencer el miedo, no solamente de la población sino de la coalición dominante, del círculo interno de la dictadura que se pudiera creer que por momentos están dispuestos a una salida negociada, como en el caso de la mediación de Noruega. Intentamos atraer una transición con factores de poder, en el caso de las Fuerzas Armadas, el 30 de abril, que más allá del hecho fue insuficiente para lograr generar la transición. Hoy vivimos una dictadura que escala niveles indescifrables. Todos los indicadores son de guerra. En Venezuela no hubo bombas, pero se escucha el llanto.

**P.** Este análisis tan duro lo han repetido en 2014, en 2017. ¿Pensó realmente que tenía menos poder del que realmente tiene?

**R.** ¿Hablando de Maduro?

**P.** Sí.

**R.** Pensamos que podrían haberlo abandonado más rápido. **El quebrantamiento** (*rupture*) de la coalición dominante no ha sido

tampoco menor: la fiscal Luisa Ortega, Rafael Ramírez, Hugo Carvajal, Christopher Figuera, los militares de la Carlota... Seis mil hombres desertaron de las Fuerzas Armadas y lo que hicieron hace unos días fue formalizar que se fueron. **El resquebrajamiento** (*cassure, ébranlement*) de la coalición dominante ha sido mucho más lento de lo que quisiéramos, el reto es ver cómo generamos la presión suficiente para la transición a la democracia en Venezuela. Hay que alinear todas las variables simultáneamente: la presión social, el forzar definiciones, extender los puentes con los que pudieran dar un paso y extender alternativas, incluso al dictador.

**P.** ¿Qué parte de lo hecho este año es consciente de que ya **no le vale** (*valer: ici, convenir: ne conviennent plus*)?

**R.** Hay que analizar los mensajes hacia las Fuerzas Armadas, hay que mejorarlos, no es que no valgan, sino que hay que buscar alternativas. Hay un escenario donde Maduro decida inmolarse en el poder, a pesar de que su entorno quisiera dar un paso a la transición. Ese escenario es bien complejo porque nos colocaría ante una resistencia que nadie quiere. Los únicos que se están preparando para esto, por cierto, son ellos cuando le entreguen el fusil a la supuesta milicia.

**P.** La milicia está concebida para una respuesta militar. Usted ha repetido que todas las opciones están sobre la mesa. ¿Descarta la intervención militar, cree que tiene algún sentido?

**R.** Yo creo que no. Yo no veo una intervención militar formal. Yo creo que hay otra página distinta. Tenemos la posibilidad de elegir un nuevo CNE [Consejo Nacional Electoral], que abriera las puertas a unas elecciones realmente libres. Existió la iniciativa de proponer un Consejo de Estado para que se diera la transición... Poner en la mesa la opción de una intervención, que es el símil de una guerra, no creo que sea positivo, ni es factible. Lo que tenemos que buscar son herramientas para desplazar a la dictadura.

**P.** A nadie le ha sorprendido que el chavismo haya **jugado al desgaste** (*jouer le jeu de l'usure*). Pero tampoco parece sorprender que la oposición se haya vuelto a **resquebrajar** (*se fissurer*). ¿Por qué han vuelto a caer en los mismos errores?

**R.** Creo que es dura la apreciación de que se resquebraja la unidad. Se mantiene la mayoría del Parlamento a pesar de que 31 diputados están fuera, uno preso y 30 en el exilio. La dictadura ha buscado sistemáticamente destruirnos, no solo moralmente, sino físicamente. Hay otro espectro de la oposición, no voy a hacer referencia de si son mayoritarios o minoritarios, que están ahora en una supuesta mesa de diálogo. Y luego está el espectro de María Corina Machado, importantísima, con una muy buena voz a nivel internacional, que opta más por una opción de fuerza. El reto va a ser cómo alineamos todos estos grupos.

**P.** Sí, da la impresión de que el desgaste de la oposición es mayor que el del chavismo. ¿Por qué sigue habiendo esa lucha de poder dentro de la oposición?

**R.** Es que debo diferir ahí, porque incluso numéricamente, a nivel de opinión pública, el chavismo está en su peor momento

en los últimos 20 años y no así la oposición.

**P.** Se lo pregunto de otra manera, ¿qué le ha **defraudado** (*décevoir*) de la oposición?

**R.** Déjeme ver... Se lo voy a poner de otra manera. ¿Qué me gustaría más? Un mejor esquema comunicacional, una narrativa y una justificación histórica más clara de cara al futuro. Los necesitamos a todos, con los que tenemos hoy no fue suficiente. Incluso necesitamos un sector del chavismo. Quiero más unidad. La percepción de división puede **generar daños** (*causer des torts*).

**P.** Usted fue reconocido como presidente interino por más de 60 países. Ahora mismo, la situación en algunos países de América Latina que son aliados, como Colombia o Chile, es convulsa; Macri ya no está en el poder en Argentina. ¿Cómo siente el apoyo de la comunidad internacional?

**R.** Lo primero es que hay un gran resentimiento con la dictadura de Maduro por financiar grupos y células violentas en algunos países. La preocupación por Venezuela es mayor.

**P.** La preocupación puede ser mayor, pero la atención es indudablemente menor.

**R.** Creo que es un escenario mucho más adverso para él. Lo que sucedió en Bolivia, por ejemplo, no estaba en las cuentas de, probablemente, muchos; Uruguay, con Lacalle Pou; El Salvador, Guatemala, con la llegada del presidente Giammattei...

**P.** Pero está Argentina, que ha recibido a un ministro [Jorge Rodríguez] en su toma de posesión; México, que no lo ha reconocido como presidente (*qui ne vous a pas reconnu*); en la Asamblea de Naciones Unidas quien habló en nombre de Venezuela fue Delcy Rodríguez. Esta semana, el canciller Jorge Arreaza se ha reunido con un secretario de Estado español. ¿Qué le dice todo eso?

**R.** Vamos a lo práctico. Ellos necesitan de dinero y no van a recibirlo de ninguno de esos países que acaba de nombrar. Ellos necesitan esas fotos, pero el hecho es que no fue Maduro, fueron emisarios. Está solo y desesperado, está buscando alguna foto así sea con un ministro.

**P.** Eso mismo se le puede aplicar a usted. Si ellos tienen más visibilidad, ustedes menos.

**R.** Visto desde esa lógica, es cierto. Ahora, lo cierto es que este país está en dictadura, que todo mi círculo cercano está preso, en el exilio, torturado. Nosotros no tenemos la capacidad que tiene la dictadura de manejar los medios públicos, Telesur, invertir en propaganda... Nosotros hemos logrado que se hable de esto en el mundo.

**P.** ¿De qué les sirve tanto poder virtual?

**R.** Hay en elementos concretos. Hoy tengo la capacidad de movilización y articulación de los sectores de las fuerzas vivas, de la comunidad internacional, de buscar presión diplomática, de que no se permita que se trafique con oro venezolano para

que financien el Estado. Es un elemento fáctico la posibilidad de construir a futuro una cooperación de muchos factores para atender la emergencia de manera inmediata, son factores que no teníamos hace un año y son elementos fácticos.

**P.** No ha habido cese de la usurpación. No ha habido Gobierno de transición. ¿Es hora de pensar en elecciones libres?

**R.** Lo estamos pensando desde el 5 de enero de este año.

**P.** Me refiero sin que se cumplan las otras dos variables.

**R.** Para que sean elecciones libres tiene que haber un árbitro independiente, poder elegir nuestros candidatos, no la dictadura a través de la inhabilitación o la persecución. [...]

**P.** ¿**Está abocada** Venezuela a (*être voué à*) un pacto entre las élites políticas?

**R.** ¿En torno a una solución?

**P.** Sí.

**R.** Todos queremos una solución real que ponga fin al conflicto y regrese la normalidad del país, que genere dignidad, que sean los venezolanos quienes puedan expresarse y decir nuestro futuro.

**Necesitamos una solución sea como sea** (*nous avons besoin d'une solution quelle qu'elle soit*) en Venezuela. Antes, queríamos cambio y lo demostramos en 2015. Hoy lo necesitamos, es un tema de subsistencia, **un tema de supervivencia** (*une question de vie ou de mort*) para el venezolano. Yo creo que el país estaría feliz de cualquier solución, sea como sea, con responsabilidad por supuesto.

**P.** ¿Por qué precipitaron la ofensiva del 30 de abril?

**R.** Más bien nos tardamos, fue el momento en que tuve la capacidad de mover las Fuerzas Armadas. Nosotros no estamos pidiendo que se rebelen las Fuerzas Armadas o que, digamos, se subleve; por el contrario, que se pongan de acuerdo para que busquemos una elección presidencial libre. En ese momento logramos el respaldo de un grupo importante. Algunos **se echaron atrás** (*faire marche arrière*).

**P.** ¿De qué sirvió?

**R.** Lo único que lamento es que no tengamos más hoy para volver a intentar una transición democrática que dé gobernabilidad.

**P.** Le insisto, más de siete meses después, ¿de qué cree que sirvió?

**R.** De que hablemos de esto hoy, que el mundo sepa que hay un descontento en las Fuerzas Armadas, de que no son monolíticas, de que el director de inteligencia del mismo Maduro está en contra de él. También de que no es suficiente, de que hay que buscar un mayor respaldo para poder producir la transición.

**P.** Hay quien cree que solo sirvió para lograr la liberación de Leopoldo López.

**R.** Bueno, eso es una reducción al absurdo.

**P.** ¿Cómo es su relación con Leopoldo López?

**R.** Muy buena, **muy constructiva en muchos aspectos**, en la consciencia de que hoy soy el presidente encargado de Venezuela, el presidente del Parlamento y él el coordinador nacional del partido que fundamos hace ya 10 años.

**P.** Él también es su padre político, quien le puso donde está. ¿Cuánto influye en usted?

**R.** Estamos en una situación inédita y quiero procurar gobernabilidad y estabilidad. Mal pudiera yo subyugarme a una persona, dos o tres. Consulto no solamente a Leopoldo, sino a muchos otros líderes de la oposición, a aliados importantes en el mundo. [...]

**P.** ¿Qué **expectativas** (*attentes*) tiene de Josep Borrell como jefe de la diplomacia de la Unión Europea?

**R.** Muchísimas. En general, de Europa esperamos **firmeza** (*fermeté*) con respecto a la crisis de Venezuela. También de España, que tradicionalmente ha liderado todo lo que tiene que ver Europa respecto a Iberoamérica.

**P.** En una entrevista a este diario, Borrell dijo que las sanciones de Estados Unidos están golpeando a la gente de Venezuela.

**R.** Al final del día, cuando nosotros hablamos de más sanciones nos referimos a herramientas específicas de presión. Maduro no va a tener una epifanía mañana y se va a dar cuenta: "Mira, destruimos Venezuela. Vamos a abrir la compuerta al cambio y a la solución". ¿Qué espero específicamente? Bueno, que logremos las presiones necesarias para aproximar una solución al conflicto que vive Venezuela. Llamémosle como le queramos llamar. En este caso, pareciera que una de las presiones que pudieron funcionar son las sanciones. Si encontramos otras, bienvenidas sean.

**P.** ¿No ha pecado de ser un esprinter dentro de un maratón?

**R.** Yo no hago maratón, pero troto eventualmente. Los maratonistas, una vez pasado el kilómetro 30 llaman a esa fase la muralla o la pared, donde te empiezas a cuestionar: "¿Para qué corrió?" Yo creo que estamos en esa fase en Venezuela.

**P.** ¿En qué kilómetro?

**R.** En la última fase. Yo creo que ya hemos corrido mucho.

## Mapa mental sobre las razones del caos económico de Venezuela

Sacad provecho de este excelente trabajo de Elisa BERDIN, 2ECS1, sesión 2019. Podréis comprender las razones del caos económico y social de Venezuela leyendo este mapa mental. Ha sido realizado a partir del artículo de Le Monde Diplomatique de

noviembre de 2018, y actualizado con el importante giro político de principios de 2019: la autoproclamación de Juan Guaidó presidente interino de Venezuela, a fin de restablecer el orden institucional y democrático, paso esencial para que se recupere la economía y salir del atolladero (sortir de l'impasse).



## Comprender mejor la transformación social inédita de Venezuela, operada por el "bolivarianismo" (nombre de la ideología socialista de los gobiernos de Chávez 1998-2013 y Maduro 2013-...)

¿Queréis descubrir en qué medida ha sido revolucionario el socialismo bolivariano en Venezuela? Leed atentamente estos ensayos (essais) sobre los logros (réussites) políticos y sociales, y entrenaos a traducir, confrontando vuestro trabajo con el buen trabajo de Inés TRESSSENS (2ECS1), Charles BROQUET, Antoine COTTIN, Lilian BICHOT, Elina CHARLES (MP, PC, PSI), sesión 2019.

vraiment significatif et l'utilise pour la mise en œuvre de son programme. Surgissent au premier plan de nouveaux citoyens à la peau mate, comme Chávez ; ils sont pauvres et vivent dans des quartiers populaires. Si le chavisme n'est pas parvenu à opérer les transformations structurelles nécessaires à un Etat rentier, son legs historique pourrait être d'avoir élevé cette frange de la population au rang de catégorie centrale de la vie politique. L'affirmation du pouvoir populaire passe par la militance par le bas, qui certes contrebalance le poids des fonctionnaires traditionnels, mais subordonne aussi les nouvelles institutions populaires au chavisme. C'est le cas des conseils communaux créés en 2006 pour coordonner les missions, les comités culturels et locaux, qui entrent en concurrence avec les

usa para la aplicación de su programa. Surgen en el primer plano nuevos ciudadanos de piel morena, como Chávez ; son pobres y viven en barrios populares. Si el chavismo no ha conseguido operar las transformaciones estructurales necesarias para un Estado rentista, su herencia histórica/ legado histórico podría ser el haber elevado de esta categoría de la población/ franja poblacional al rango de categoría central en la vida política. La afirmación del poder popular/ el empoderamiento del pueblo pasa por la militancia desde abajo, que por cierto compensa / contrabalancea/ contrapesa el peso de los funcionarios tradicionales, pero que subordina también las nuevas instituciones populares al chavismo. Es el caso de los consejos comunales creados en 2006 para coordinar las misiones, los comités culturales y locales, que entran en competencia con/ compiten<sup>3</sup> con los ayuntamientos. Este poder popular ahora está bien arraigado en Venezuela

### Trad Inv\_Logros del bolivarianismo\_Venezuela

Document PDF

PADLET DRIVE

## Trabajo facultativo sobre Venezuela

### Comprensión del artículo de El País (entrevista a Juan Guaidó por Javier Lafuente)

Leed la entrevista a Juan Guaidó y, **utilizando un máximo de datos, dad la respuesta más clara, precisa, completa posible** a las preguntas siguientes:

1) **¿Quién es Juan Guaidó?** Contextualizad el retrato (*le portrait*) temporalmente y en el marco (*cadre*) institucional venezolano.

2) **¿Cuáles son los logros y las decepciones de la labor de la oposición democrática liderada por Juan Guaidó?**

## Leed detenidamente las respuestas explícitas de Jules PARFOURU, PCSI.

1) **¿Quién es Juan Guaidó?**

Aún casi desconocido a finales de 2018, Juan Guaidó, es ahora, desde enero de 2019, el autoproclamado presidente interino de Venezuela, convalidado en este cargo por los diputados de la Asamblea Nacional.

Más precisamente, se opone a Nicolás Maduro, presidente venezolano "oficial", quien está al mando del país desde 2013, año que coincidió con el principio de la crisis económica venezolana.

Guaidó fue elegido el 5 de enero presidente de la Asamblea Nacional y como tal, pudo legítimamente proclamarse presidente interino encargado de derrocar a Maduro al que la oposición considera como un usurpador y dictador. Tiene como objetivo alcanzar un retorno a la democracia, y formar un gobierno de transición hasta elecciones libres y transparentes.

Siendo líder de la oposición política (en particular es uno de los fundadores del partido Voluntad Popular), Guaidó también tiene hoy en día el apoyo de más de 60 países, incluso EEUU y España, que le reconocen como presidente venezolano. No deja de buscar ampliar apoyos, en particular en la sociedad civil para poder llevar a cabo una transición democrática.

Está seguro de que dicha transición va a producirse, y confía en que no sea una intervención militar, sino un camino respetuoso con el funcionamiento de unas instituciones transparentes, por ejemplo, empezando por elegir un nuevo CNE, requisito para nuevas elecciones libres.

2) **¿Cuáles son los logros y las decepciones de la labor opositora de Guaidó?**

Guaidó lleva un año tratando de ampliar contactos y crear condiciones para llevar a cabo una transición hacia una democracia, y por tanto acabar con el gobierno dictatorial de Maduro. Sus logros son obvios.

El primer éxito de la oposición liderada por Juan Guaidó es que ha conseguido hacer visible lo que ocurre en Venezuela a nivel mundial. Cuenta ya con el apoyo y el reconocimiento oficial de 60 países que le dan su respaldo diplomático para restablecer la democracia.

Dentro del país, sobre todo, no escatima esfuerzos para ganar apoyos y recíprocamente, restar apoyos a Maduro: si bien

multiplican acuerdos con numerosos sectores civiles, también siguen tratando de ganar respaldos dentro de las Fuerzas Armadas, entre las que ya 6000 militares han desertado. Se reduce la confianza de estas instituciones y del pueblo hacia Maduro y crece a favor de Guaidó, esto ya es una victoria certera.

Pero los hechos son lo que son, y la transición política anunciada no se ha dado del todo, éste es el principal fracaso de Guaidó. Cabe constatar que Maduro se mantiene en el poder, sigue gozando del apoyo mayoritario de las Fuerzas Armadas, y la oposición democrática sigue siendo desestimada y perseguida (unos diputados están en el exilio o encarcelados) bajo la dictadura de Maduro, por lo que resulta difícil que actúe.

Sobre todo, Maduro conserva el monopolio económico del país, manteniendo su monopolio sobre los recursos naturales – de petróleo y minerales – y contando además con el reconocimiento de naciones izquierdistas, como la Argentina de Alberto Fernández, o la ayuda financiera y militar de países como China o Rusia, que le dan respiro al gobierno.

### Opinión personal\_Expresión escrita

Tras hacer el ejercicio precedente (comprensión de lectura), **responded breve y personalmente** a la pregunta siguiente:

¿Opináis que la labor de Juan Guaidó entraña más luces que sombras?

## PROSUR, 2019: Un intento más de integración regional en América Latina

**Comprender qué es Prosur, organización regional recién nacida, y qué visión de la diplomacia latinoamericana depara (presenta). PD: Este video completa la corrección de khölle 7 y los trabajos facultativos propuestos**

**Trabajo facultativo: sintetizar detalladamente el vídeo, reorganizando todos los elementos esenciales para conformar un resumen** coherente de todos estos aspectos: ¿qué es Prosur? ¿qué luces y sombras caracterizan este nuevo foro regional? ¿qué visión depara de la diplomacia latinoamericana? ¿qué relación tiene Prosur con la crisis venezolana?



### Complemento\_Video\_Prosur

Vidéo de 2:55

PADLET DRIVE

## Argentina 2020: Alberto Fernández y el rumbo hacia la recuperación económica (cap sur une relance économique)

**Alberto Fernández, nuevo presidente de Argentina desde octubre de 2019: su victoria marca el retorno del "peronismo".**



**Escuchar este excelente y clarísimo vídeo explicativo para comprender qué es el peronismo.**

BBC mundo, 28/10/2019

**Comprender una debilidad económica estructural de Argentina**

en dólares!", dice Ramón, encargado de una pequeña parrilla en Villa Crespo, un barrio de clase media de Buenos Aires. Aquellos argentinos que llegan a Bolivia tampoco entienden que el dólar valga lo mismo allí **tanto si se lo compra (on l'achète) como (autant...que) si se lo vende (on le vend).** [...]

Está claro: el dólar es el valor esencial de la economía argentina, todos lo miran a la hora de formar precios, un vínculo que no siempre está justificado, porque hay productos que no tienen ni un gramo de **insumos (productos)** importados y tampoco son exportados masivamente. Pero **da igual (peu importe):** todos quieren **atesorar (amasser)** dólares (y **estar a resguardo de -être à l'abri de-** la próxima **tormenta (tempête)**, esa es suficiente explicación para la **relación automática entre devaluación y alta inflación, un fenómeno casi exclusivamente argentino.**

Aclaración: cuando se dice "todos" no es todos. Una **amplia franja (large frange)** de la **población argentina, en torno a un tercio del país,** vive en la pobreza, sobrevive. Sus sueños no son precisamente verdes, si no les alcanzan los pesos que ganan, mucho menos pueden pensar en ahorrar. Ni hablar de hacerlo en dólares.

Pero para los sectores del país que sí sueñan con dólares, es importante tener las antenas activas ante el más mínimo movimiento. La administración Macri diseñó un programa que implica, **en los estereos finales (les derniers instants de vie, ici)** de su gobierno, controlar la pasión verde de los argentinos. "Es un control de capitales", alega el flamante ministro de Hacienda, Hernán Lacunza. Una de las medidas establece que los residentes en el país no pueden comprar más de 10.000 dólares por mes. "¿Y quién puede comprar hoy más de 10.000 dólares por mes?", dice a EL MUNDO Raúl (nombre ficticio). [...] Es cierto lo que dice Raúl: para el 95 por ciento de los argentinos acostumbrados a ahorrar en dólares, el límite de 10.000 dólares al mes no implica problema alguno, porque es imposible que lleguen a esa cifra.

La obsesión del gobierno fue garantizarle a la población, en especial a la clase media, que dispondrá de dólares y que no será controlada. Ofrecer el mayor contraste posible con crisis anteriores. Se observa en un servicio que el diario *La Nación* ofrece a sus lectores: un chat de whatsapp para solucionar dudas en torno al dólar: "Hablamos con el Banco Central y nos contaron todo". Pregunta un lector: ¿Si quiero **sacar los billetes de mi cuenta (retirer des billets de mon compte)** en dólares, puedo? "No hay ninguna restricción", responde el chat.

## Los sueños verdes de los argentinos

Document PDF

PADLET DRIVE

## Conocer el balance del mandato del liberal Mauricio Macri, predecesor de Alberto Fernández.

Al llegar al poder en 2015, Mauricio Macri puso término a 12 años del peronismo de Kirchner (Néstor y luego Cristina). Su acceso al poder significa el ascenso de una derecha supuestamente moderna y abierta al mundo. Pero el éxito no sucedió.

En 2019, los datos muestran que los argentinos son más pobres, deben más dinero y tienen más problemas de empleo que hace cuatro años, cuando eligieron a Macri. Este mal balance explica la derrota de Macri en 2019 y el retorno del peronismo al poder.

### Primero, leed este fragmento de la tribuna de Maristella Svampa, *elpais.es*, 12/02/20

Con Macri, la Argentina volvió a las recetas neoliberales, lo cual **se tradujo** en una serie de ajustes y tarifazos (*augmentations de tarifs*) interminables, alta inflación, retroceso (*recul*) del salario real, apertura indiscriminada a las importaciones y consecuente cierre (*fermeture*) de pequeñas y medianas empresas. Por si fuera poco (*comme si cela n'était pas suffisant*), en mayo de 2018, **el Gobierno firmó un acuerdo con el FMI** que le otorgó (*concéder*) el mayor préstamo (*prêt*) de su historia y sumó a la crisis más fuga de capitales (*fuite de capitaux*), así como un insostenible sobreendeudamiento (*surendettement*). Lejos de la "pobreza cero" prometida durante la campaña, esta **fue escalando (a grimpe peu à peu)** hasta alcanzar el 40,8% en diciembre de 2019, la más alta de la última década. Por su parte, la inflación, en 2019, tocó el 53,8%, la más alta en 28 años. En sintonía, el PBI de 2019 fue también el más bajo de la década. Hay que volver a los últimos años de Carlos Menem (1989-1999) y al breve Gobierno de Fernando De la Rúa (1999-2001) para **dimensionar (mesurer) el nivel de sufrimiento social** que estas políticas excluyentes causaron en amplios sectores sociales. Sin agenda de derechos, pero lejos de recular, el Gobierno de Macri no encontró mejor manera para sobrevivir e intentar la reelección que **incrementar la polarización**, para lo cual contó con el inestimable apoyo de grandes medios de comunicación.

Leed también este artículo de *El País* haciendo clic en el enlace siguiente. (En la foto, Macri, presidente saliente, y Alberto Fernández, nuevo presidente argentino)

### La herencia económica de Mauricio Macri, una pesada carga para Alberto Fernández

El balance económico de los cuatro años de Gobierno de Mauricio Macri no es bueno. Desde diciembre de 2015, el peso se ha derrumbado frente al dólar, la deuda externa se multiplicado, la actividad económica ha caído, la inflación se ha disparado y la pobreza y el desempleo han crecido.

EL PAÍS



## Completar la comprensión de lo que está bajo la etiqueta de "peronismo", que define la ideología de la nueva presidencia argentina (el ticket "Alberto Fernández y su vicepresidenta Cristina Fernández de Kirchner").

Este artículo de TV5 monde aclara el concepto de "peronismo", a caballo entre partido político, sistema de valores comunes y rasgos definitorios de la forma de gobernar.

### Argentine : le péronisme, c'est quoi ?

La victoire d'Alberto Fernández signe aussi le retour au pouvoir de Cristina Kirchner. L'ancienne cheffe de l'État entre 2007 et 2015 sera investie vice-présidente le 10 décembre prochain, tandis qu'Alberto Fernández succèdera à Mauricio Macri. Cette victoire signe aussi " le retour du péronisme ", l'un des plus anciens concepts politiques en Amérique latine, né en 1945 avec le premier gouvernement de Juan Domingo Perón.

TV5MONDE



## Conocer los desafíos y las primeras medidas del gobierno peronista de Alberto Fernández

fragmentos de la tribuna de la socióloga e investigadora del CONICET Maristella Svampa, *elpais.es*, 12/02/20

Tratad de comprender el artículo buscando responder (*en cherchant à répondre*) a las dos preguntas siguientes: **¿Con qué medida los primeros meses de gestión de Alberto Fernández demuestran su voluntad de tener una gobernanza "incluyente y equitativa"? ¿Cuáles son los errores que no debe cometer el gobierno de Alberto Fernández?**

En su discurso de investidura, Alberto Fernández llamó a superar tres muros: "el del rencor y del odio entre argentinos", "el del hambre" y "el del despilfarro (*gaspillage*) de las energías productivas". Prometió trabajar para terminar con la llamada "grieta" (*fracture: ici, polarisation*) y poner "a la Argentina de pie"

(redresser, mettre debout), “encendiendo la economía”. También pronunció los términos “transición” y “cambio climático”, además de un “nunca más”, referido al uso político de la justicia.

Considerado un político moderado y pragmático, Fernández posee una vocación para la negociación, que todavía no sabemos cuánto rendirá (*nous ne savons pas encore si cela portera ses fruits*) en tiempos de vacas flacas (*temps de vaches maigres= difficultés économiques*). A poco de iniciado el mandato, sería aventurado extraer conclusiones definitivas, aun si **ya están trazadas varias de las líneas directrices del gobierno**. Así, el nuevo presidente **lanzó un Plan de emergencia económica**, que sube impuestos (*augmente les impôts*), aumenta la pensión mínima, pone nuevos límites al ahorro (*épargne*) en moneda estadounidense (el dólar) y un impuesto del 30% a la compra del dólar, así como a los viajes y compras en el exterior.

**Impulsó el plan “Argentina contra el hambre”,** que incluye una tarjeta alimentaria para los sectores que perciben la Asignación Universal por Hijo; un plan de refinanciación para beneficiar a las Pymes (PME) y un “pacto social” con referentes de sectores empresariales, sindicales y de movimientos sociales. Por último, aunque no reveló cuál será su estrategia, designó un equipo permanente en Washington para negociar con el FMI.

Por otro lado, en la búsqueda afanosa (*recherche effrénée*) de dólares, Fernández subió mínimamente las retenciones al sector sojero (*impôts sur les exportations de soja*), aunque las redujo para las compañías mineras y petroleras.

**Una señal importante es la creación del Ministerio de la Mujer, Género y Diversidad sexual, que se suma a la promesa presidencial de enviar un nuevo proyecto de ley para legalizar el aborto, un reclamo del masivo movimiento de mujeres, Ni una Menos, que lucha contra la violencia de género, y que fue bloqueado por el Senado en 2018.**

Sin embargo, **queda por saber si el Gobierno no estará buscando “blindar” (protéger) su gestión incorporando nuevos derechos, para barrer bajo la alfombra (balayer en mettant sous le tapis) otras demandas y derechos. Algo así sucedió con Néstor Kirchner, cuando su Gobierno asumió una política de derechos humanos ligada a la condena de los crímenes de la última dictadura militar. O cuando Cristina Fernández avanzó por la vía parlamentaria en el reconocimiento a la diversidad sexual. Ambas agendas también sirvieron para obturar (tapar, occultar) otras demandas, sobre todo, los derechos ambientales y aquellos de los pueblos originarios, ligados a la defensa del territorio y las luchas contra el neoextractivismo.**

Durante la campaña electoral Alberto Fernández no solo **habló en favor de la megaminería (la actividad extractiva que genera mayores resistencias sociales en el país)**, sino que, apenas asumido, dio por sentado (*tenir pour acquis*) que ésta se extendería incluso en aquellas provincias, como Mendoza y Chubut, donde existen leyes que la prohíben. Las masivas movilizaciones en defensa del agua ocurridas en ambas provincias demostraron que el camino originalmente trazado por el presidente y los respectivos gobernadores era inviable. Además, mostraron las **brechas dentro del campo oficialista, una parte del cual entiende que las luchas en defensa del planeta tienen aquí su anclaje local y territorial**, tanto en la oposición a la megaminería, la denuncia de los impactos socio-sanitarios del glifosato (el mayor problema ambiental del país), e incluso, en los menos visibles cuestionamientos al fracking.

¿Significa esto que la centroizquierda está de regreso en

Argentina? **Nadie podría negar que el nuevo Gobierno busca apostar por (miser sur) un programa socioeconómico incluyente y más equitativo.** Que tal programa tenga éxito o no, es incierto. Pero, si se lograra (*si un tel succès venait à se produire*), ¿podrá superar los límites del progresismo selectivo sin volver a incurrir en los puntos ciegos (*commettre les mêmes écueils*) del pasado? Desde hace años, las luchas que interpelan al progresismo y su agenda selectiva de derechos, vienen sosteniendo que **no se puede ser feminista y luchar contra el patriarcado y, al mismo tiempo, fomentar la destrucción de los territorios y el avance del extractivismo. No se puede proponer una sociedad más igualitaria, si no se articula justicia social con justicia ambiental y climática.** No se puede hablar livianamente (*avec légèreté*) del “Green New Deal” como programa de transición e impulsar la megaminería, el fracking, la deforestación y las fumigaciones (*épandages*) tóxicas. **Son numerosos los desafíos. El clima político y económico es muy diferente al de la década pasada; la deuda externa es inmensa, la demanda social también y el crecimiento económico ya no se puede imponer tan fácilmente a costa de la salud de las personas y los territorios.**

## Asignaturas pendientes en América Latina: violencia delictiva (délictueuse) y violencia de género

### América Latina, pionera en la movilización institucional y digital contra las violencias de género

**Leed este elocuente artículo de le monde, resumido de forma eficaz por Camille NIVELET, 2ECS1, quien os propone 10 frases de traducción inversa gramatical.** Buen trabajo a los que se atreven a traducirlas.

#### *de la lutte contre le harcèlement (cf ci-dessous)*

1. Les pays d'Amérique latine sont précurseurs en matière de lutte contre les féminicides, terme qui est d'ailleurs apparu dans leurs textes de loi bien avant que les institutions françaises, pour ne citer qu'elles, ne prennent conscience de l'ampleur et de la gravité du phénomène.
2. Le sous-continent concentre en outre plus de la moitié des pays recensant le plus d'assassinats de femmes dans le monde, et le pire est que les crimes genrés sont en constante augmentation ces dernières 15 années.
3. Au Mexique, plus de 2/3 des jeunes filles de moins de 15 ans ont déjà subi une agression sexuelle, et 7 femmes sont assassinées par jour.
4. La communauté internet se réveille et décide de prendre le problème à bras le corps à travers le #NiUnaMenos, né des suites de l'abominable viol et meurtre d'une jeune argentine survenu en 2015, puis devenu viral.
5. Depuis, les hastag ou les blogs comme «AcosofinlaU» ne manquent pas, et leur nombre manifeste l'ampleur des situations dont les femmes sont victimes, qui sont à dénoncer.
6. Bien que le #yotambien (metoo) se soit propagé, les femmes, notamment mexicaines, demeurent silencieuses quant à l'identité de leur agresseur, craignant les représailles auxquelles cette société machiste les destine.
7. C'est ainsi qu'Adriana Fonseca, la star nationale des telenovelas, justifie son mutisme à propos des hommes qui l'ont agressée tout en appelant à une solidarité netterre un «bail des consciences».

**América Latina a la vanguardia del feminismo\_Trad\_C NIVELET**

Document PDF

PADLET DRIVE

## Trabajos facultativos y correcciones.

Entrenad vuestras competencias a partir de los interesantes y útiles trabajos de Camille NIVELET, 2ECS1. Así podréis nutrir vuestra reflexión sobre la preponderancia de varias formas de violencia en la sociedad latinoamericana, y los combates sociales, educativos, artísticos etc. que se llevan para limitarlas.

Carles Salinas marroquino, 01 ED 2020, elpais.es

La artista peruana Ana de Orbegoso **se pasea orgullosa por los pasillos de Zona Maco, la feria de arte contemporáneo más grande de Latinoamérica que reúne a más de 210 expositores de 26 países, vistiendo un chaleco con la leyenda: "Vivas nos queremos". Es la apuesta de este festival por reivindicar la lucha de las mujeres contra la violencia machista, que en el caso de México arroja cifras de horror: diez mujeres asesinadas al día.**

La muestra de Orbegoso, titulada *Proyecciones feministas*, forma parte de la exhibición Zonamaco Sur, curada por el español Juan Canela, que reúne a artistas de los países en desarrollo que en sus obras **expresan temas** como la violencia de género, el feminismo etc. "Mi proyecto **está inspirado en las marchas feministas, en toda esa energía que han puesto tantas mujeres en el mundo tratando de exigir los cambios que se necesitan. Estoy trayendo una marcha feminista a un espacio como este**", dice De Orbegoso, entre los chalecos con frases reivindicativas y fotografías que **muestran a mujeres en manifestaciones en las que expresan su repudio a la violencia**

L'artiste péruvienne Ana de Orbegoso, vêtue d'un gilet portant l'inscription « on veut rester vivantes », déambule fièrement dans les allées de Zona Maco, la plus grande exposition d'art contemporain d'Amérique latine, qui réunit plus de 210 exposants de 26 pays. C'est le pari que fait ce festival : revendiquer le combat des femmes contre les violences qu'elles subissent, qui, dans le cas du Mexique révèle des chiffres terrifiants : 10 femmes assassinées par jour.

L'œuvre d'Orbegoso, intitulée *Proyecciones feministas*, fait partie de l'exposition Zonamaco Sur, dont l'espagnol Juan Canel est responsable et qui réunit des artistes de pays en développement qui expriment à travers leurs œuvres des thèmes comme la violence conjugale, le féminisme etc. « Mon projet s'inspire des manifestations féministes, de toute cette énergie qu'ont mis tant de femmes à travers le monde à essayer d'exiger des changements indispensables. J'apporte une part de cet engagement féministe dans un lieu comme celui-ci », dit De Orbegoso, entre les gilets aux slogans féministes et les photographies qui montrent des manifestantes exprimant leur rejet pour de la violence.

### Trad y Opinión\_Arte por el feminismo Y Violencia clasista\_C Nivelet

Document PDF

PADLET DRIVE

## Escuchar los fragmentos indicados de los dos vídeos (Latinoamérica 24H, programa de rtve del 31/01/20 y del 23/01/20).

Sintetizar el conjunto de los fragmentos escuchados resaltando las dos tragedias humanitarias que vive México y cómo las afronta el gobierno de Andrés Manuel López Obrador: caravanas de migrantes centroamericanos detenidas por un operativo militar firme + violencias múltiples que alcanzan nuevos récords y provocan movilizaciones relativamente ninguneadas (ignoradas) por AMLO.

Video 1º: escuchar desde 15'23mn hasta 19'00mn (en torno a 3'30mn)

### Latinoamérica en 24 horas - 30/01/20 - RTVE.es

Programa de análisis e información centrado en Iberoamérica.

RTVE.ES



## Vídeo 2º:

(Latinoamericana 24H, 23/01/20) Escuchar

\*desde 0'50mn hasta 1'20mn

\* y desde 13'30mn hasta 17'18mn

### Latinoamérica en 24 horas - 23/01/20 - RTVE.es

Latinoamérica en 24 horas - 23/01/20.

Programa de análisis e información centrado en Iberoamérica.

RTVE.ES



## El matrimonio infantil sigue negando oportunidades a las niñas de América Latina y el Caribe

elpais.es, 30/01/2020

### Tribuna | El matrimonio infantil sigue negando oportunidades a las niñas de América Latina y el Caribe

Hace 25 años, en Beijing se vivió una euforia que trascendió al mundo entero.

Más de 30.000 activistas y 17.000

participantes de 200 países generaron una presión y un dinamismo tan poderosos que el documento final de la Cuarta Conferencia Mundial de la Mujer, la Declaración y Plataforma de Acción de Beijing, se convirtió en el plan más progresista jamás alcanzado para trabajar por los derechos de la mujer.

EL PAÍS



\*\*\*\*\*